



Motion de Solidaires aux Finances sur la réorganisation du travail au SIP de Lille Nord:

Solidaires Finances a demandé à rajouter à l'ordre du jour du CHSCT la réorganisation du SIP de Lille Nord qui va entraîner une modification importante des conditions de travail des agents. Par la déssectorisation totale du travail, cette méthode nous semble préjudiciable pour les agents à plus d'un titre, Pire, un bilan en sera fait dès l'automne avec sa généralisation immédiate au département si cette expérimentation est validée.

Il s'agit d'une expérimentation proposée par le chef de service et validée par la direction du Nord alors qu'au niveau national, aucune expérimentation de ce genre est en cours.

Les raisons données sont évidemment et toujours pour faire face aux suppressions d'emplois, fléau qui nous touche toujours plus, mais pas seulement.

Cette nouvelle organisation va supprimer les secteurs géographiques -

Cela va se traduire par le remplacement d'un secteur de gestion/recouvrement de l'impôt géré par un ou deux contrôleurs et plusieurs agents avec un secteur géographique déterminé.

Il y aura dorénavant un secteur unique avec d'un côté des cadres C au nombre de 9 qui auront toutes les tâches de gestion saucissonnées suivant un calendrier des tâches à faire, et de l'autre des cadres B au nombre de 7 et qui auront à manager l'équipe des cadres C.

Pour Solidaires Finances, cette séparation physique des cadres C d'un côté et des cadres B de l'autre amènera un stress important pour les agents.

En effet, le cadre B par sa proximité apporte un soutien technique important aux agents -

De plus les agents savaient qui gérait le secteur et organisait le travail.

Or dans ce nouveau cadre, le management du travail par missions à savoir le contentieux/gracieux, la gestion de l'IR/TH, le contrôle, chaque mission étant dirigée par un ou deux contrôleurs va faire voler en éclat les repères de ces agents, les amenant ainsi à une flexibilité certaine avec des tâches interrompues.

Au lieu d'avoir un seul interlocuteur, les agents en auront au moins le triple suivant un calendrier qui se chevauchera. Il y aura également une perte d'intérêt au travail, une perte de sens et d'autonomie, l'introduction d'une forme de travail à la chaîne et un travail organisé de façon industrielle.

La DRFIP affirme que cette séparation des cadres est liée aux contraintes immobilières de la cité administrative. Pour Solidaires Finances ces contraintes ne sauraient conditionner une modification idéale pour l'administration de cette réorganisation, car dans la plupart des sites il n'y aura jamais

assez de place sur un même plateau pour implanter les cadres B au milieu et les cadres C autour.

D'ailleurs, dans beaucoup de SIP les secteurs sont sur 2 étages, de surcroît le travail en plateau reste très négatif quant aux conditions de travail liées notamment au bruit.

Solidaires Finances rappelle le coût exorbitant des travaux faits pour la mise en place de la fusion. Si cette expérimentation était validée, l'administration a-t-elle évalué les travaux nécessaires à la généralisation?

De plus, les contrôleurs aidaient lorsque cela était nécessaire, paliaient les absences et participaient à l'accueil téléphonique.

Cette masse de travail va donc se reporter sur les agents.

Or, à 2 reprises à savoir la réunion préparatoire et la présentation au CTL de cette expérimentation le 27 mars 2012, L'Union SNUI SUD TRESOR SOLIDAIRES a demandé comment était organisé techniquement la chaîne du téléphone. A savoir que les usagers appellent un numéro identifié, et en cas de ligne occupée, l'appel est basculé automatiquement sur un autre poste.

Le poste du contrôleur figurait dans cette chaîne.

La direction n'a pu répondre à cette question, ce qui peut faire présager que cette chaîne de téléphone sera reportée uniquement ou prioritairement sur les cadres C assurant la gestion, donc un travail plus important accompagné du stress.

Les risques psychosociaux liés à cette réorganisation risquent d'être lourds, et nous vous rappelons la définition du stress:

***Le stress**, désormais qualifié dans certains cas de « **syndrome France Telecom** » peut avoir plusieurs causes : rythme de travail soutenu, baisse des effectifs, flexibilité, la perte d'autonomie, d'initiative mais aussi la perte de marge de manoeuvre dans le travail et précarité de l'emploi. Les conséquences peuvent en être désastreuses entraînant anxiété, dépression et parfois suicide. (sources plusieurs articles de journaux spécialisés avec des données statistiques).*

Pour Solidaires Finances, cette réorganisation par la désectorisation du travail et par la séparation des cadres C et B va modifier les conditions de travail et aura des conséquences sur la santé des personnels .

Les agents de la DGFIP n'ont pas encore digéré la fusion "impôts, trésor" qui a déjà entraîné de grands changements dans leurs conditions de travail. Pour faire face à l'affluence des usagers (+30% d'accueil partout), ils ont dû s'organiser en prévoyant des calendriers pour aider les accueils (et pas seulement pendant les temps forts), pour faire le courrier ect...

Solidaires Finances rappelle que le rapport des médecins de prévention de 2010 alertait grandement sur l'impact de la fusion sur les conditions de vie au travail, alerte confirmée dans celui de 2011.

Solidaires Finances rappelle que dans le DUERP, les risques psychosociaux étaient évaluées à 30% il y a 2 ans, soit au début de la fusion.

Pour toutes ces raisons Solidaires Finances déclare que cette expérimentation constitue un risque majeur de risques psychosociaux.

Cette motion constitue donc une alerte et Solidaires Finances demande la consultation officielle du CHSCT en s'appuyant sur l'article 57 du décret et demande un vote du CHSCT sur cette motion .